



22-07-2013

*Transition énergétique :
un débat qui masque l'essentiel*

Pendant six mois des centaines de débats sur la transition énergétique ont été menés au plan local, régional et national, débats qui ont regroupé des associations, des organisations non gouvernementales (ONG), des syndicats de salariés, des syndicats patronaux, des élus..... Ces débats qui étaient censés voir la participation de la population ont été en réalité accaparés par une minorité s'autoproclamant représentative de ce que l'on qualifie « l'intérêt général » et qui n'est autre que la mise en musique des intérêts des forces dominantes. Cette méthode dite de « démocratie participative » tend à noyer les débats politiques dans le chaudron de la « société civile », société civile qui pour l'essentiel représente les intérêts de la bourgeoisie et des couches sociales qui y sont alliées. De ce débat, les médias ne font ressortir que quelques aspects en focalisant sur la polémique ouverte par l'attitude du patronat. Cette polémique est bien commode pour masquer l'essentiel. Les résultats de ce débat maintenant qualifiés de « document de synthèse » au lieu de « recommandations » pointent quelques éléments d'une future politique énergétique pour la France. Le document part de l'hypothèse de la réduction de 50% de la consommation énergétique en 2050. Cette hypothèse, pour le moins hasardeuse, permet de justifier trois mesures politiques essentielles :

- Une politique fiscale et tarifaire visant à augmenter fortement et durablement le prix de l'énergie, ce qui a déjà commencé et qui accroît la baisse du pouvoir d'achat des salariés.
- Une politique de développement de production énergétique dite décentralisée et privatisée au détriment du nucléaire en particulier.
- Une décentralisation des centres de décisions au bénéfice des régions dans le cadre d'une Europe de l'énergie niant les Nations et leur droit de propriété naturel sur la production énergétique.

Ainsi, loin de donner les moyens à la Nation de maîtriser sa politique énergétique, les conclusions du débat ouvrent la porte à une accélération de la privatisation de ce secteur. Beaucoup de forces politiques et sociales (partis et syndicats de salariés) à force de courir après les écologistes en viennent à ne plus critiquer les options prises en matière énergétique. Mélenchon et son Parti de Gauche qui prônent la sortie du nucléaire se réjouissent des « avancées », le PCF qui est gêné aux entournures propose quant à lui un grand débat et un

référendum, ce qui évite de prendre clairement position. La CFDT est à fond pour la sortie du nucléaire et les énergies alternatives, la CGT critique du bout des lèvres sans mettre en cause l'essentiel des propositions préconisées par le rapport final. Sa hardiesse s'arrête à celle de la constitution d'un pôle public de l'énergie au contour suffisamment flou pour que tout le monde y retrouve ses petits. Le PS et les écolos sont d'accord avec l'enfant qu'ils ont produit tout en regrettant que le texte n'aille pas assez loin du fait du « conservatisme » du patronat...et des syndicats ! Si le patronat et l'UMP font la fine bouche, c'est qu'ils trouvent les hypothèses de réduction de consommation un peu surréalistes, mais sur le fond ils ne trouvent pas non plus grand chose à redire.

La position de notre parti « Communistes » est claire : L'énergie est un bien commun nécessaire à la vie sociale. Son accès doit être un droit pour tous. Il faut :

- **Baisser les tarifs de l'électricité, de l'énergie et des transports. C'est possible en s'en prenant aux immenses profits des multinationales de l'énergie comme Total et GDF-Suez.**
- **Assurer la gratuité de l'énergie pour les chômeurs et les citoyens à faibles ressources.**
- **Aider financièrement les locataires et propriétaires à mieux isoler leurs logements**
- **renationaliser et nationaliser l'ensemble du secteur de l'énergie (extraction des matières premières, production et distribution).**
- **S'appuyer sur nos points forts en particulier le nucléaire civil en maîtrisant toute la filière. La construction d'un deuxième EPR assurerait à la France une indépendance énergétique durable.**
- **S'opposer à la fermeture de la centrale de Fessenheim. Ainsi, nous apportons notre soutien aux salariés qui s'y opposent avec leur syndicat CGT.**

www.sitecommunistes.org